



CHAPITRE 72

CHAPTER 72

Loi modifiant la charte de la cité de Montréal

An Act to amend the charter of the city of Montreal

[Sanctionnée le 14 mars 1951]

[Assented to, the 14th of March, 1951]

Préambule.

ATTENDU qu'il y a lieu de faire certains amendements à la charte de la cité de Montréal;

Attendu, de plus, que les autorités de la cité de Montréal ont demandé l'adoption d'une législation concernant la ratification de certains contrats, règlements et résolutions, l'annexion d'un certain territoire à la cité de Montréal, et certains pouvoirs additionnels;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

WHEREAS it is advisable to make certain amendments to the charter of the city of Montreal;

Whereas, in addition, the authorities of the city of Montreal have requested that legislation be adopted concerning the ratification of certain contracts, by-laws and resolutions, the annexation of certain territory to the city of Montreal, and certain additional powers;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1899, c. 58, a. 5, am.

1. L'article 5 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié par les lois 7 Édouard VII, chapitre 63, article 1; 8 Édouard VII, chapitre 85, article 1; 9 Édouard VII, chapitre 81, article 1; 1 George V, (1910), chapitre 48, articles 1, 2 et 3; 1 George V (1911), chapitre 60, article 2; 2 George V, chapitre 56, articles 1 et 31; 3 George V, chapitre 54, article 1; 4 George V, chapitre 73, article 2; 7 George V, chapitre 60, article 1; 8 George V, chapitre 84, article 1; 9 George V, chapitre 90, article 1; 10 George V, chapitre 86, article 1; 15 George V, chapitre 92, article 2; 22 George V, chapitre 105, article 2; 23 George V, chapitre 123, article 1; et 13 George VI, chapitre 73, article 1, est de nouveau modifié en remplaçant dans le deuxième alinéa dudit article 5, dans la quatre-vingt-quinzième ligne jusqu'à

1. Article 5 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 7 Edward VII, chapter 63, section 1; 8 Edward VII, chapter 85, section 1; 9 Edward VII, chapter 81, section 1; 1 George V (1910), chapter 48, sections 1, 2 and 3; 1 George V (1911), chapter 60, section 2; 2 George V, chapter 56, sections 1 and 31; 3 George V, chapter 54, section 1; 4 George V, chapter 73, section 2; 7 George V, chapter 60, section 1; 8 George V, chapter 84, section 1; 9 George V, chapter 90, section 1; 10 George V, chapter 86, section 1; 15 George V, chapter 92, section 2; 22 George V, chapter 105, section 2; 23 George V, chapter 123, section 1; and 13 George VI, chapter 73, section 1, is again amended by replacing, in the second paragraph of the said article 5, in the eighty-seventh line up to the one hundred

la cent vingt-deuxième ligne (quinzième ligne à la page 8 de la charte de la cité de Montréal, 62 Victoria, chapitre 58, édition de 1942) les mots:

"jusqu'au prolongement en ligne droite de la ligne limitative entre les Nos 155 et 164 de la paroisse de Montréal; de là, dans une direction sud-est, jusqu'à la ligne sud-est du chemin de la côte Saint-Luc; de là dans une direction nord-est, en suivant le côté sud-est du chemin de la côte Saint-Luc, jusqu'à la ligne limitative entre les Nos 164 et 168 de la paroisse de Montréal; de là, dans une direction nord-ouest, dans le prolongement en ligne droite de la ligne limitative entre les Nos 164 et 168 de la paroisse de Montréal, jusqu'au centre du chemin de la côte Saint-Luc; de là, dans une direction nord-est en suivant le centre du chemin de la côte Saint-Luc, jusqu'au prolongement en ligne droite de la ligne limitative entre les Nos 169 et 71 de la paroisse de Montréal; de là, dans une direction sud-est, jusqu'au côté sud-est du chemin de la côte Saint-Luc; de là, dans une direction nord-est, en suivant le côté sud-est du chemin de la côte Saint-Luc, jusqu'à la ligne limitative entre les lots 70 et 175 de la paroisse de Montréal; de là dans une direction nord-ouest jusqu'au prolongement en ligne droite de ladite ligne limitative entre les Nos 70 et 175 de la paroisse de Montréal, jusqu'au centre du chemin de la côte Saint-Luc; de là, dans une direction nord-est en suivant le centre du chemin de la côte Saint-Luc, jusqu'au centre de la rue Dufferin; de là, dans une direction nord-ouest, jusqu'au centre de la rue Aumont;" par les mots suivants:

"jusqu'au prolongement de la ligne limitative entre le village de la côte Saint-Luc et la ville de Hampstead; de là, suivant ce prolongement dans une direction nord-ouest sur une distance de quatorze pieds et huit dixièmes; de là dans une direction nord-est suivant une ligne parallèle à la nouvelle ligne sud-est du chemin de la côte Saint-Luc, et située à cinquante-cinq pieds au nord-ouest de celle-ci sur une longueur de un mille cinq cent soixante-sept pieds; de là dans des directions successivement est et nord-est suivant une ligne parallèle à la nouvelle ligne sud et sud-est du chemin de la côte

and eleventh line (fifteenth line of page 8 of the charter of the city of Montreal, 62 Victoria, chapter 58, publication of 1942) the words:

"as far as the prolongation in a straight line of the line dividing Nos. 155 and 164 of the parish of Montreal; thence in a south-easterly direction, as far as the southeast side line of Côte St. Luc road; thence in a north-easterly direction, following the said south-east side line of Côte St. Luc road, as far as the line dividing Nos. 164 and 168 of the Parish of Montreal; thence in a north-westerly direction in the prolongation of the said dividing line between Nos. 164 and 168 of the Parish of Montreal, as far as the centre of Côte St. Luc road; thence in a north-easterly direction, following the centre of the said Côte St. Luc road, as far as the prolongation in a straight line of the line dividing Nos. 169 and 71 of the parish of Montreal; thence in a south-easterly direction, as far as the south-east side line of Côte St. Luc road; thence in a north-easterly direction, following the said south-east side line of Côte St. Luc road, as far as the line dividing Nos. 70 and 175 of the parish of Montreal; thence in a north-westerly direction, in the prolongation in a straight line of the said dividing line between Nos. 70 and 175 of the parish of Montreal, as far as the centre of Côte St. Luc road; thence in a north-easterly direction, along the centre of the said Côte St. Luc road as far as the centre of Dufferin street; thence in a north-westerly direction, as far as the centre of Aumont street;"

by the following words:

"as far as the prolongation of the line dividing the village of Côte St. Luc and the town of Hampstead; thence following this prolongation in a north-westerly direction over a distance of fourteen and eight-tenths feet; thence in a north-easterly direction following a line parallel to the new line south-east of Côte St. Luc road, and located at fifty-five feet north-west of the latter over a length of one thousand five hundred and sixty-seven feet; thence in directions successively east and north-east following a line parallel to the new line south and south-east of Côte St. Luc road and located at fifty-seven feet north

Saint-Luc et située à cinquante-sept pieds au nord et au nord-ouest de celle-ci jusqu'à un point situé au nord-est du prolongement de la ligne nord-est de la rue Wilson; de là dans une direction est suivant une ligne parallèle à la ligne nord du chemin de la côte Saint-Luc et située à vingt-cinq pieds au sud de celle-ci jusqu'à la ligne limitative entre la cité de Montréal et la ville de Hampstead; de là dans une direction nord-ouest suivant cette ligne limitative qui est située à treize pieds de la ligne sud-ouest de la rue Dufferin jusqu'au centre de la rue Aumont;".

and north-west of the latter to a point located north-east of the prolongation of the north-east line of Wilson street; thence in an easterly direction following a line parallel to the north line of Côte St. Luc road and located twenty-five feet south of the latter to the line dividing the city of Montreal and the town of Hampstead; thence in a north-westerly direction following this dividing line which is located at thirteen feet from the south-westerly line of Dufferin street to the centre of Aumont street;".

1899, c. 58,
a. 7, am.

2. L'article 7 de la loi 62 Victoria, chapitre 68 tel que modifié par les lois 3 Édouard VII, chapitre 62, article 2; 7 Édouard VII, chapitre 63, article 3; 8 Édouard VII, chapitre 85, article 2; 9 Édouard VII, chapitre 81, article 2; 1 George V (1910), chapitre 48, article 4; 2 George V, chapitre 56, article 2; 6 George V, chapitre 44, article 1; 11 George V, chapitre 112 (cédula B), article 1; 12 George V, chapitre 105, article 1; 15 George V, chapitre 92, article 3; 16 George V, chapitre 71, article 1; 19 George V, chapitre 97, article 2; 22 George V, chapitre 105, article 3; et 13 George V, chapitre 73, article 2, est de nouveau modifié en remplaçant les bornes du quartier Notre-Dame-de-Grâces, par les suivantes:

"Quartier Notre-Dame-de-Grâces"

Partant de l'intersection du centre du chemin de la côte Saint-Luc et du ruisseau (limite actuelle de la cité de Montréal); de là suivant ladite limite et la limite sud-ouest de la cité de Montréal (étant la limite nord-est de la ville de Montréal-Ouest) jusqu'au centre du canal Lachine; de là suivant le centre du canal Lachine jusqu'au prolongement du centre du chemin de la côte Saint-Paul jusqu'au centre de la rivière Saint-Pierre; de là, suivant le centre de la rivière Saint-Pierre jusqu'à l'intersection dudit centre de la rivière Saint-Pierre avec le côté sud-est de la cour du Canadien National (autrefois le chemin de fer Grand Tronc); de là, suivant ledit côté sud-est de la cour du Canadien National jusqu'au centre de la rue Saint-Remi; de là, suivant le centre de la rue

2. Article 7 of the act 62 Victoria, 1899, c. 58, chapter 68 as amended by the acts 3 a. 7, am.

Edward VII, chapter 62, section 2; 7 Edward VII, chapter 63, section 3; 8 Edward VII, chapter 85, section 2; 9 Edward VII, chapter 81, section 2; 1 George V (1910), chapter 48, section 4; 2 George V, chapter 56, section 2; 6 George V, chapter 44, section 1; 11 George V, chapter 112 (schedule B), section 1; 12 George V, chapter 105, section 1; 15 George V, chapter 92, section 3; 16 George V, chapter 71, section 1; 19 George V, chapter 97, section 2; 22 George V, chapter 105, section 3; and 13 George VI, chapter 73, section 2, is further amended by replacing the limits of Notre-Dame de Grâces ward, by the following:

"Notre-Dame de Grâces Ward"

Starting from the intersection of the centre of the Côte St. Luc road and the stream (the present limit of the city of Montreal); thence, following the said limit and the southwest limit of the city of Montreal (being the north-east limit of the town of Montreal West) to the centre of the Lachine canal; thence, following the centre of the Lachine canal to the centre of the extension of the Côte St. Paul road to the centre of the Rivière St. Pierre; thence, following the centre of the Rivière St. Pierre to the intersection of the said centre of Rivière St. Pierre, with the southeast side of the Canadian National yard (formerly the Grand Trunk Railway); thence, following the said southeast side of the Canadian National yard to the centre of St. Remi street; thence, follow-

2. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, deed of ex-

change entre la cité de Montréal et Lorenzo Traversa, passé devant L.-A. Marchessault, notaire, le 10 octobre 1950, sous le numéro 9370 des minutes de son répertoire et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le No 859,820.

3. Sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec, acte d'échange entre la cité de Montréal et la ville de Hampstead passé devant L.-A. Marchessault, notaire, le 10 octobre 1950, sous le numéro 9369 des minutes de son répertoire et enregistré au bureau d'enregistrement de la cité de Montréal, sous le numéro 859,567. En remplaçant, cependant, la clause "A" dudit acte ayant trait aux terrains cédés par la ville de Hampstead à la cité de Montréal, par la clause suivante:

"La ville de Hampstead cède à la cité de Montréal.

A. La portion de terrain de la ville de Hampstead marquée numéro 1 sur le plan C-65 N. D. G., annexé aux présentes et décrite comme suit:

Partant au point H, étant le coin est du territoire de la ville de Hampstead ou l'intersection de la limite nord-est de la ville de Hampstead et de sa limite sud-est actuelle laquelle est la ligne au centre du vieux chemin de la côte Saint-Luc;

De ce point H suivant en direction sud-ouest la limite sud-est actuelle de la ville de Hampstead sur une distance de cent sept pieds et cinq dixièmes (107.5') jusqu'au point J;

De là, du point J suivant en direction nord-est la limite sud-est projetée de la ville de Hampstead laquelle est parallèle et distante de vingt-cinq pieds (25') au sud-est du présent alignement nord du chemin de la côte Saint-Luc tel que maintenant élargi, sur une distance de cent six pieds et cinq dixièmes (106.5') jusqu'au point A;

De là, du point A suivant en direction est le long de la prolongation de l'alignement de l'avenue Dufferin une distance d'un pied et un dixième de pied (1.1') jusqu'au point H, point de départ;

Cette portion de terrain est de forme triangulaire, fait partie du chemin de la côte Saint-Luc et ne porte aucun numéro

change between the city of Montreal and Lorenzo Traversa, signed before L. A. Marchessault, notary, October 10th, 1950, under No. 9370 of the minutes of his repertory and registered in the Montreal registry office under No. 859,820.

3. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, deed of exchange between the city of Montreal and the town of Hampstead, signed before L. A. Marchessault, notary, October 10th, 1950, under No. 9369 of the minutes of his repertory and registered in the Montreal registry office under No. 859,567. By replacing, however, clause "A" of the said deed relating to the lands ceded by the town of Hampstead to the city of Montreal by the following clause:

"The town of Hampstead conveys to the city of Montreal.

A. The portion of land of the town of Hampstead shown as number 1 on plan C-65 N. D. G., hereto annexed and described as follows:

Starting at Point H, being the East corner of the territory of the town of Hampstead or the intersection of the North-East limit of the town of Hampstead, with its present South-East limit which is the centre line of the old Côte St. Luc road;

From this point H following in a South-Westerly direction the present South-East limit of the town of Hampstead for a distance of one hundred and seven feet and five-tenths of a foot (107.5') to point J;

Thence from point J following in a North-Easterly direction the proposed South-East limit of the town of Hampstead which is parallel to and at a distance of twenty-five feet (25') South-East of the present North street line of Côte St. Luc road as now widened, for a distance of one hundred and six feet and five-tenths of a foot (106.5') to point A;

Thence from point A following in an Easterly direction along the prolongation of the line of Dufferin Avenue a distance of one foot and one-tenth of a foot (1.1') to point H, the starting point;

This portion of land, is of triangular form, is part of Côte St. Luc road and bears no cadastral number; it contains a

de cadastre; elle contient une superficie de quarante-trois pieds et six-dizièmes de pied (43.6'), mesure anglaise."

4. Sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec, acte d'échange entre la cité de Montréal et la Crèmerie Notre-Dame, Ltée, passé devant L.-A. Marchessault, notaire, le 25 août 1950, sous le numéro 9210 des minutes de son répertoire, et enregistré au bureau d'enregistrement de la cité de Montréal, sous le numéro 853,409.

5. Sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec, acte de correction entre la cité de Montréal et Canadian National Railways Company passé devant L.-A. Marchessault, notaire, le 2 février 1950, sous le numéro 8354 des minutes de son répertoire et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 821,528 et ratifié par 13 George VI, chapitre 73, article 7, paragraphe 5.

6. Résolution du conseil de la cité de Montréal en date du 1er juin 1950 accordant un octroi de deux millions de dollars au fonds collectif en faveur des hôpitaux (The Joint Hospital Fund) cela tant pour le capital que pour les intérêts.

7. Entente entre la cité de Montréal et Canadian Pacific Railway Company, passé devant L.-A. Marchessault, notaire, le 17 janvier 1951, sous le numéro 9735 des minutes de son répertoire, relativement à l'acquisition de la gare et de l'hôtel Viger, et des terrains sur lesquels ils sont situés et autres terrains adjacents. Il est déclaré de plus que la gare de la Place Viger peut être fermée comme terminus pour passagers, nonobstant ce qui est contenu au chapitre 19 de la loi 45 Victoria (1882).

8. Acte de cession par la cité de Montréal à l'Orphelinat italien Saint-Joseph, d'un emplacement situé au nord de la rue Bélanger entre les 31e et 35e Avenues, le lot No P.190 du cadastre du Village incorporé de la côte de la Visitation, ayant une superficie d'environ 165,500 pieds carrés, pour l'érection d'un orphelinat, passé devant L.-A. Marchessault, notaire, le 11 janvier 1951, sous le numéro 9708 des minutes de son répertoire et enregistré au bureau d'enregistrement de la cité de Montréal, sous le numéro 874,939.

superficial area of forty-three square feet and six-tenths of a foot (43.6'), English measure."

4. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, deed of exchange between the city of Montreal and la Crèmerie Notre-Dame, Ltée, signed before L. A. Marchessault, notary, on August 25th, 1950, under No. 9210 of the minutes of his repertory and registered in the Montreal registry office under No. 853,409.

5. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, deed of correction between the city of Montreal and the Canadian National Railways Company, signed before L. A. Marchessault, notary, February 2nd, 1950, under No. 8354 of the minutes of his repertory and registered in the Montreal registry office under No. 821,528 and ratified by 13 George VI, chapter 73, section 7, paragraph 5.

6. Resolution of the Council of the city of Montreal of June 1st, 1950, granting a subsidy of two million dollars to the joint fund for the Hospitals (The Joint Hospital Fund) and as well as for the capital as for the interest.

7. Agreement between the city of Montreal and the Canadian Pacific Railway Company, signed before L. A. Marchessault, notary, on the 17th January, 1951, under No. 9735 of the minutes of his repertory concerning the acquisition of the Place Viger Station and Hotel and of the land on which they are located and other adjacent property. And Place Viger may be closed as a passenger terminal notwithstanding anything contained in chapter 19 of the act 45 Victoria (1882).

8. Act of cession by the city of Montreal to the Orphelinat Italien Saint-Joseph, of a site located north of Bélanger street between 31st and 35th Avenues, lot No. P.190 of the cadastre of the Incorporated village of côte de la Visitation, having an area of approximately 165,500 square feet, for the erection of an orphanage, passed before L. A. Marchessault, notary, on January 11th, 1951, under number 9708 of the minutes of his repertory and registered at the registry office of the city of Montreal, under number 874,939.

9. Sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec, acte de vente par la cité de Montréal à Sa Majesté le Roi, et Central Mortgage and Housing Corporation, passé devant L.-A. Marchessault, notaire, le 5 janvier 1951, sous le numéro 9705 des minutes de son répertoire et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 874,353, des terrains situés dans le quartier Mercier de la ville de Montréal, côté ouest de la rue Haig, portant les numéros 115 à 122 inclusivement, 124 à 132 inclusivement, 134 à 137 inclusivement, 201, 202, 205 à 215 inclusivement, 284 à 318 inclusivement, 367 à 393 inclusivement, 396 à 399 inclusivement, du cadastre 325 de la paroisse de la Longue-Pointe, côté est de la rue Haig, portant les numéros 143 à 163 inclusivement, 231 à 250 inclusivement, 412 à 443 inclusivement, du cadastre 325 de la paroisse de la Longue-Pointe, côté sud de la rue Boyce, portant les numéros 219 à 221 inclusivement, côté nord de la rue Boyce, 281 à 283 inclusivement du cadastre 325 de la paroisse de la Longue-Pointe, côté sud de la rue Marseille, 319 à 321 inclusivement, côté nord de la rue Marseille, 364 à 366 inclusivement, 404 à 406 inclusivement, du cadastre 325 de la paroisse de la Longue-Pointe, côté ouest de Contrecoeur, 610 à 623 inclusivement, 706 à 711 inclusivement, 789 à 802 inclusivement du cadastre 407 de la paroisse de la Longue-Pointe, côté est de Contrecoeur, 344 à 354 inclusivement, 410 à 421 inclusivement, 477 à 488 du cadastre 408 de la paroisse de la Longue-Pointe, côté sud de Teck, 722 à 723 inclusivement, du cadastre 407 de la paroisse de la Longue-Pointe, côté est de Desmarreau, 489 et 490, 497 et 498, 585 et 586, 591 à 595 inclusivement du cadastre 403 de la paroisse de la Longue-Pointe, côté ouest de Paul-Pau, 371 à 380 inclusivement, 457 et 458, 461 à 468 inclusivement, du cadastre 404 de la paroisse de la Longue-Pointe, côté est de Paul-Pau, 396 à 400 inclusivement, 406 et 407, 481 et 482, 485 et 486, 489 à 492 inclusivement, du cadastre 404 de la paroisse de la Longue-Pointe, côté ouest de Taillon, 409 à 418 inclusivement, du cadastre 404 de la paroisse de la Longue-Pointe, côté nord de Boyce, 367 à 369 in-

9. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, deed of sale by the city of Montreal to His Majesty the King and Central Mortgage and Housing Corporation, passed before L. A. Marchessault, notary, on January 5th, 1951, under number 9705 of the minutes of his repertory and registered at the registry office of Montreal under number 874,353 of the lots located in Mercier Ward of the city of Montreal, west side of Haig street, bearing numbers 115 to 122 inclusively, 124 to 132 inclusively, 134 to 137 inclusively, 201, 202, 205 to 215 inclusively, 284 to 318 inclusively, 367 to 393 inclusively, 396 to 399 inclusively, of cadastre 325 of the parish of Longue-Pointe, east side of Haig street, bearing numbers 143 to 163 inclusively, 231 to 250 inclusively, 412 to 443 inclusively, of cadastre 325 of the parish of Longue-Pointe, south side of Boyce street, bearing numbers 219 to 221 inclusively, north side of Boyce street, 281 to 283 inclusively, of cadastre 325 of the parish of Longue-Pointe, south side of Marseille street, 319 to 321 inclusively, north side of Marseille street, 364 to 366 inclusively, 404 to 406 inclusively, of cadastre 325 of the parish of Longue-Pointe, west side of Contrecoeur, 610 to 623 inclusively, 706 to 711 inclusively, 789 to 802 inclusively, of cadastre 407 of the parish of Longue-Pointe, east side of Contrecoeur, 344 to 354 inclusively, 410 to 421 inclusively, 477 to 488 inclusively of cadastre 408 of the parish of Longue-Pointe, south side of Teck, 722 to 723 inclusively, of cadastre 407 of the parish of Longue-Pointe, east side of Desmarreau, 489 and 490, 497 and 498, 585 and 586, 591 to 595 inclusively, of cadastre 403 of the parish of Longue-Pointe, west side of Paul-Pau, 371 to 380 inclusively, 457 and 458, 461 to 468 inclusively, of cadastre 404 of the parish of Longue-Pointe, east side of Paul-Pau, 396 to 400 inclusively, 406 and 407, 481 and 482, 485 and 486, 489 to 492 inclusively, of cadastre 404 of the parish of Longue-Pointe, west side of Taillon, 409 to 418 inclusively, of cadastre 404 of the parish of Longue-Pointe, north side of Boyce, 367 to 369 inclusively, 388 and 389, 390, 391, of cadastre 404 of the parish of Longue-Pointe, north side of Sainte-Claire,

clusivement, 388 et 389, 390, 391, du cadastre 404 de la paroisse de la Longue-Pointe, côté nord de Sainte-Claire, 580 à 582 inclusivement, du cadastre 403 de la paroisse de la Longue-Pointe, côté sud de Sainte-Claire, 384 à 386 inclusivement, 422 à 424 inclusivement du cadastre 404 de la paroisse de la Longue-Pointe.

580 to 582 inclusively, of cadastre 403 of the parish of Longue-Pointe, south side of Sainte-Claire, 384 to 386 inclusively, 422 to 424 inclusively, of cadastre 404 of the parish of Longue-Pointe.

1950, c. 79, a. 62, am. **4.** L'article 62 de la loi 14 George VI, chapitre 79 est modifié en remplaçant dans la dernière ligne le millésime "1948" par le millésime "1947".

4. Section 62 of the act 14 George VI, 1950, c. 79, chapter 79 is amended by replacing in the last line the year "1948" by the year "1947".

1899, c. 58, a. 413, remp. **5.** L'article 413 de la loi 62 Victoria, chapitre 58 est remplacé par le suivant:

5. Section 413 of the act 62 Victoria, 1899, c. 58, chapter 58 is replaced by the following:

Préparation du plan général de la ville.

"413. Le conseil pourra donner instruction à l'inspecteur de la cité, après la mise en vigueur de cette charte, de tracer, indiquer et projeter sur des plans ou cartes, toutes les rues, voies publiques, places, squares, parcs et autres terrains ou territoires requis pour toutes fins municipales quelconques et pour lesquelles la cité a droit d'expropriation, avec leurs limites et dimensions, dans toute l'étendue de la cité, pour chaque quartier séparément, de manière que lesdits plans ou cartes correspondent les uns avec les autres, et forment, une fois complétés et confirmés par la Cour supérieure de la manière ci-après prescrite, un plan, qui sera appelé "Le plan général de la cité de Montréal", pourvu toutefois que la présente clause ne s'applique qu'aux continuations du plan de la cité tel qu'homologué et actuellement en vigueur.

"413. The city council may instruct the city surveyor, after the coming into force of this charter, to lay out, indicate, and project upon proper plans or maps, all the streets, highways, places, squares, parks and other lands or territories required for any municipal purposes whatsoever and for which the city has the right of expropriation, with their actual limits and dimensions, within the whole extent of the limits of the city, and this shall be done for each ward, separately, but in such manner that the plans or maps of the different wards of the city shall correspond to each other, and form, when completed and confirmed by the Superior Court, as hereinafter provided, one plan, to be known as "The General Plan of the City of Montreal," provided however that this clause applies only to continuations of the city plans as homologated and now in force.

Préparation of general plan of city.

Délai. Les pouvoirs ainsi conférés par la présente loi, doivent être exercés dans une période maxima de cinq ans."

The powers so granted by this act must be exercised within a maximum period of five years."

1899, c. 58, a. 300, am. **6.** L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58 tel que modifié est de nouveau modifié en y ajoutant après le paragraphe 163 tel que modifié par la loi 18 George V, chapitre 97, article 5, le paragraphe suivant:

6. Section 300 of the act 62 Victoria, 1899, c. 58, chapter 58, as amended, is again amended by adding thereto, after paragraph 163 as amended by the act 18 George V, chapter 97, section 5, the following paragraph:

Garages, etc.

"163a. Pour construire, acheter, prendre à bail, louer, administrer et autrement établir, entretenir et exploiter des garages pour le remisage des véhicules-automobiles et des parcs de stationnement en dehors du territoire des rues, et en accorder

"163a. To construct, buy, lease, rent, administer and otherwise establish, maintain and operate garages for the storage of motor vehicles and parking grounds outside of the territory of the streets, and grant the use thereof to the public at the

Garages, etc.

l'usage au public aux prix, loyer, charges et autres conditions établis par règlement."

rates, rent, charges and other conditions fixed by by-law."

1899, c. 58,
a. 421,
am.

7. L'article 421 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié par les lois 3 George V, chapitre 54, article 20; 4 George V, chapitre 73, article 60; 11 George V, chapitre 111, article 4; 24 George V, chapitre 88, article 15; et 3 George VI, chapitre 104, article 17; est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

7. Section 421 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 3 George V, chapter 54, section 20; 4 George V, chapter 73, section 60; 11 George V, chapter 111, section 4; 24 George V, chapter 88, section 15; and 3 George VI, chapter 104, section 17; is again amended by replacing the first paragraph thereof by the following:

Acquisi-
tion d'im-
meubles
pour cer-
taines
fins.

"421. La cité de Montréal peut, à l'avenir, même sans demande préalable des propriétaires ou autres intéressés, mais sur rapport du comité exécutif approuvé par la majorité absolue des membres du conseil, acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation tout immeuble, partie d'immeuble ou servitude situé dans les limites de son territoire ou en dehors et dont elle aura besoin pour toutes fins municipales quelconques, y compris l'établissement de parcs de stationnement ou de garages publics pour le remisage de véhicules automobiles, l'élimination des taudis, maisons insalubres ou de niveau inférieur, et ouvrir, élargir et prolonger ses rues à travers le territoire d'une autre municipalité et, pour cette fin, acquérir à l'amiable ou par expropriation le terrain qu'elle jugera convenable en suivant la procédure indiquée dans sa charte."

"421. The city of Montreal may hereafter, even without any previous application from the proprietors or other interested parties, but on a report from the executive committee, approved by the absolute majority of the members of the council, acquire by mutual agreement or by expropriation any immoveable, part of immoveable or servitude situated within the limits of its territory or outside of the same, which it may require for any municipal purposes whatsoever, including the establishment of parking grounds or public garages for the storage of motor vehicles, the elimination of slums, unsanitary houses or houses of inferior standard, and the opening, widening and extension of its streets through the territory of another municipality, and to that end, may acquire the land it may deem suitable by mutual agreement or by expropriation, by following the procedure indicated in its charter."

Acquisi-
tion of
immove-
ables for
certain
purposes.

1899, c. 58,
a. 421a,
aj.

8. La loi 62 Victoria, chapitre 58 est modifiée en y ajoutant, après l'article 421 le suivant:

8. The act 62 Victoria, chapter 58 is amended by adding thereto, after section 421 the following:

Acquisi-
tion de
certains
terrains.

"421a. La cité, pour les fins ci-après prévues au présent article, a le pouvoir d'acquérir les terrains vagues ou des terrains sur lesquels se trouvent des taudis, maisons insalubres ou de niveau inférieur au sens des lois fédérale et provinciale.

"421a. The city for the purposes hereinafter provided for in this section, shall have the power to acquire waste grounds or grounds where slums, unsanitary houses or houses of inferior standard under the federal and provincial laws are to be found.

Acquisi-
tion of
certain
land.

Pouvoirs.

A cette fin, la cité possède tous les pouvoirs d'acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation que lui confèrent les articles 421 et suivants de la présente charte et toute expropriation qui sera faite en vertu des pouvoirs présentement conférés, le sera conformément aux dispositions ci-dessus de la présente charte

For such purpose, the city shall possess all the powers to acquire by mutual agreement or by way of expropriation conferred upon it by sections 421 and following of this charter and any expropriation which shall be made under the powers hereby conferred, shall be done in accordance with the above provisions of this

Powers.

et en suivant les formalités y édictées.

Démolition.

La cité pourra démolir les bâtiments sis sur les terrains ainsi acquis et faire le déblaiement et nettoyage de ces terrains. Le coût de ces travaux s'ajoutera au coût d'acquisition et sera payable de la même façon et imputable au même fonds.

Emprunts.

La cité est autorisée à emprunter les fonds nécessaires aux fins du présent article.

Financement.

Le coût de tels acquisition, déblaiement et nettoyage, s'il doit être imputé sur un emprunt, sera financé à même le fonds des améliorations locales créé par le règlement 1735 de la cité et à toutes fins que de droit, sera traité comme étant une amélioration locale, au sens de ce règlement.

Usage des terrains.

Les terrains ainsi acquis et déblayés pourront, soit:

a) être utilisés par la cité elle-même pour y établir des parcs de stationnement ou y bâtir des garages publics pour le remisage des véhicules-automobiles; ou

b) être revendus aux syndicats, sociétés coopératives ou personnes prévues par la loi provinciale, 12 George VI, chapitre 7, et ses amendements ou toute autre loi, qui pourra être adoptée par la législature de la province, pour remplacer cette loi ou y suppléer, pour être utilisés par les dits syndicats, sociétés ou personnes, conformément aux dispositions de la dite loi; ou

c) être revendus à une corporation ou compagnie d'assurance prévues par la loi fédérale 8 George VI, chapitre 46, et ses amendements, en observant à cette fin, les formalités et conditions imposées et exigées par ladite loi.

Revente.

Dans l'une comme dans l'autre des alternatives prévues aux paragraphes *b* et *c* de l'alinéa précédent, la revente devra se faire dans des conditions et suivant des termes qui rencontreront les fins desdites lois fédérale ou provinciale, suivant le cas, et qui en assureront les bénéfices et avantages."

charter and according to the formalities enacted therein.

The city may demolish the buildings situated on the grounds so acquired and may have such grounds cleared and cleaned. The cost of such works shall be added to the cost of acquisition and shall be payable in the same manner and chargeable to the same fund.

The city is authorized to borrow the funds necessary for the purposes of this section.

The cost of such acquisition, clearing and cleaning, if it has to be charged to a loan, shall be financed out of the local improvements fund created by by-law 1735 of the city and for all legal purposes, shall be considered as a local improvement, within the meaning of such by-law.

The grounds so acquired and cleared may be:

a. used by the city itself to establish parking grounds thereon or to build public garages for the storage of motor vehicles; or

b. resold to syndicates, cooperative associations or persons contemplated in the provincial act, 12 George VI, chapter 7 and its amendments or any other act which may be passed by the Legislature of the province to replace such act or supplement it, to be used by the said syndicates, associations or persons in accordance with the provisions of the said act; or

c. resold to a corporation or insurance company contemplated in the federal act 8 George VI, chapter 46 and its amendments, while complying for such purposes with the formalities and conditions imposed and required by the said act.

In either of the alternatives provided for in sub-paragraphs *b* and *c* of the preceding paragraph, the resale shall be made on conditions and under terms which shall meet the purposes of the said federal or provincial acts, as the case may be, and which shall assure the benefits and advantages thereof."

1899, c. 58, a. 503, am. 9. L'article 503 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié par la loi 2 George V, chapitre 56, article 25 et 22 George V, chapitre 105, article 37 est de

9. Section 503 of the act 62 Victoria, 1899, c. 58, chapter 58, as amended by the act 2 s. 503, George V, chapter 56, section 25, and 22 George V, chapter 105, section 37, is

nouveau modifié en remplaçant le cinquième alinéa par le suivant:

Amende pour éviter plainte.

"Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte ne soit faite contre elle, en se présentant au département de la circulation de la cité et en y payant comme amende une somme que le conseil est autorisé par règlement général à déterminer, mais qui ne doit pas excéder dix dollars. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui en est donné par le caissier du département en question, libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise."

again amended by replacing the fifth paragraph thereof, by the following:

"Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the city traffic department and by paying thereat as fine a sum which the council is authorized to determine by general by-law, but which must not exceed ten dollars. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the cashier of the department in question shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him."

Fine to avoid complaint.

Remboursements autorisés.

10. Sur recommandation du directeur du servicedes travaux publics et sur résolution de son conseil approuvée par la Commission municipale de Québec, la cité est autorisée à rembourser à certains propriétaires particuliers, les montants déboursés par eux, au cours de l'année 1950, pour l'exécution d'améliorations locales, telles que pavages, trottoirs et égouts, dans les avenues Westhill, Rendall, de la Peltrie, Westbury et de Martigny, et à en répartir le coût selon les dispositions de sa charte.

10. Upon the recommendation of the director of the public works service and upon a resolution of its council approved by the Quebec Municipal Commission, the city is authorized to reimburse to certain special proprietors, the amounts paid by them during the year 1950, for the execution of local improvements, such as pavings, sidewalks and sewers, in Westhill, Rendall, de la Peltrie, Westbury and de Martigny avenues, and to apportion the cost thereof in accordance with the provisions of its charter.

Reimbursements authorized.

1940, c. 75, a. 23, am.

11. L'article 23 de la loi 4 George VI, chapitre 75, est modifié en remplaçant le sixième alinéa par le suivant:

Indemnité.

"Le président du comité exécutif reçoit une indemnité annuelle de dix mille dollars, plus deux mille dollars annuellement pour dépenses et frais de déplacement, et chacun des autres membres du comité, une indemnité annuelle de sept mille dollars, plus mille cinq cents dollars annuellement pour dépenses et frais de déplacement, à compter de leur nomination jusqu'au jour de la nomination de leur remplaçant."

11. Section 23 of the act 4 George VI, 1940, c. 75, chapter 75, is amended by replacing the sixth paragraph by the following:

s. 23, am.

"The chairman of the executive committee shall receive an annual indemnity of ten thousand dollars, plus two thousand dollars annually for expenses and travelling expenses costs, and each of the other members of the committee, an annual indemnity of seven thousand dollars, plus one thousand five hundred dollars annually for expenses and travelling expenses, from the time of their appointment until the date of the appointment of their successors."

Indemnity.

1940, c. 75, a. 17, am.

12. L'article 17 de la loi 4 George VI, chapitre 75, remplacé par l'article 14 de la loi 6 George VI, chapitre 72 et modifié par l'article 3 de la loi 8 George VI, chapitre 49, est de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Indemnité.

"Chaque conseiller a droit à une indemnité de neuf cents dollars par année, plus

12. Section 17 of the act 4 George VI, 1940, c. 75, chapter 75, replaced by section 14 of the act 6 George VI, chapter 72 and amended by section 3 of the act 8 George VI, chapter 49, is again amended by replacing the second paragraph thereof, by the following:

s. 17, am.

"Each councillor shall be entitled to an indemnity of nine hundred dollars per

Indemnity.

six cents dollars annuellement, pour dépenses et frais de déplacement. Il est retranché de cette indemnité vingt dollars pour chaque jour pendant lequel le conseil a siégé si le conseiller n'a pas assisté à la séance ou n'a pas voté sur toute question mise aux voix ce jour-là, à moins que ce conseiller ne soit absent en mission officielle pour la cité ou pour cause de maladie attestée par certificat de médecin. Le paiement de l'indemnité susdite, plus frais de déplacement, s'effectuera par versements égaux et consécutifs tous les quatre mois."

Versements.

annum plus six hundred dollars annually, for expenses and travelling expenses. A deduction of twenty dollars shall be made from such indemnity for each day during which the council meets, if the councillor has not attended such meeting or has not voted on every matter put to the vote on such day, unless this councillor is absent on an official delegation for the city or by cause of sickness attested by medical certificate. The payment of the aforesaid indemnity, plus travelling expenses, shall be made in equal and consecutive instalments every four months."

Instalments.

1940, c. 75, a. 24, remp. **13.** L'article 24 de la loi 4 George VI, chapitre 75, tel que remplacé par l'article 15 de la loi 6 George VI, chapitre 72, est de nouveau remplacé par le suivant:

13. Section 24 of the act 4 George VI, chapter 75, as replaced by section 15 of the act 6 George VI, chapter 72, is again replaced by the following:

1940, c. 75, s. 24, replaced.

Chef du conseil.

"**24.** Le conseil peut aussi nommer à la même assemblée à laquelle le comité exécutif doit être nommé, un chef (*leader*), qui reçoit pour ses services comme tel, une indemnité annuelle de trois mille six cents dollars."

"**24.** The council may also appoint, at the same meeting as that at which the executive committee has to be appointed, a leader who shall receive for his services as such an annual indemnity of three thousand six hundred dollars."

Leader of council.

1899, c. 58, a. 22, am. **14.** L'article 22 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, abrogé par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 48, article 17, et édicté de nouveau par la loi 8 George V, chapitre 84, article 12, remplacé par la loi 11 George V, chapitre 112, article 6 (cédule B) est modifié en remplaçant le cinquième alinéa par le suivant:

14. Section 22 of the act 62 Victoria, chapter 58, repealed by the act 1 George V (1st session), chapter 48, section 17, and again enacted by the act 8 George V, chapter 84, section 12, replaced by the act 11 George V, chapter 112, section 6 (schedule B) is amended by replacing the fifth paragraph thereof by the following:

1899, c. 58, s. 22, am.

Indemnité.

"Son indemnité sera de treize mille cinq cents dollars par année et en plus quatre mille dollars annuellement pour dépenses et frais de déplacement, comme membre du Comité exécutif."

"His indemnity shall be thirteen thousand five hundred dollars per annum and in addition, four thousand dollars annually for travelling expenses and costs, as member of the Executive Committee."

Indemnity.

1899, c. 58, a. 384, am. **15.** L'article 384 de la loi 62 Victoria, chapitre 68, remplacé par l'article 17 de la loi 25-26 George V, chapitre 113, et par l'article 59 de la loi 1 George VI, chapitre 103, est modifié:

15. Section 384 of the act 62 Victoria, chapter 68, replaced by section 17 of the act 25-26 George VI, chapter 113, and by section 59 of the act 1 George VI, chapter 103, is amended:

1899, c. 58, s. 384, am.

a) en remplaçant, dans les septième et huitième lignes du premier alinéa, les mots "tout juge de la Cour supérieure" par les mots "la Cour de magistrats";

a. by replacing, in the seventh and eighth lines of the first paragraph, the words "any one of the judges of the Superior Court" by the words "the Magistrate's Court";

b) en remplaçant, dans la sixième ligne du deuxième alinéa, les mots "Cour supérieure" par les mots "Cour de magistrats";

b. by replacing, in the fifth and sixth lines of the second paragraph, the words "Superior Court" by the words "Magistrate's Court";

c) en remplaçant, dans la première ligne du troisième alinéa, les mots "tout juge de la Cour supérieure" par les mots "la Cour de magistrats";

d) en remplaçant, dans la première ligne du dernier alinéa, le mot "Il" par les mots "Nonobstant l'article 46 de la Loi des recours judiciaires en matières municipales et scolaires, sanctionnée le quatorze février 1951, il".

Effet rétroactif.

16. Les dispositions des articles 11, 12, 13 et 14 de la présente loi prennent effet à compter du 1er janvier 1951.

Entrée en vigueur.

17. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

c. by replacing, in the first line of the third paragraph, the words "any judge of the Superior Court" by the words "the Magistrate's Court";

d. by replacing, in the first line of the last paragraph, the word "An" by the words "Notwithstanding section 46 of the Municipal and School Matters Judicial Recourses Act, assented to the 14th of February, 1951, an".

16. The provisions of sections 11, 12, 13 and 14 of this act shall take effect as from the 1st of January, 1951. Retro-active effect.

17. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.